

Entrée libre

GRAND ENTRETIEN

Laurent Mucchielli est **SOCIOLOGUE**, directeur de recherche au CNRS et **SPÉCIALISTE DE QUESTIONS DE DÉLINQUANCE** depuis une vingtaine d'années.



LAURENT MUCCHIELLI

« La société française est en tension, incontestablement »



Des violences urbaines à Fréjus, Villefranche, Vaulx-en-Velin, Romans, des policiers et des pompiers pris à partie, des émeutiers de plus en plus jeunes. Après ces événements qui font suite à la mort d'un gendarme à Avignon et à l'attaque d'un commissariat de police à Rambouillet, diriez-vous que tous les voyants concernant la sécurité sont au rouge ?

Laurent Mucchielli

« Non. Je dirais plutôt que nous assistons à une nouvelle flambée d'instrumentalisation politique et médiatique du

thème de l'insécurité, comme d'habitude à l'approche d'échéances électorales majeures. Il faut comprendre que, dans un pays de 67 millions d'habitants, il se produit tous les jours des milliers de délits. La plupart du temps, les médias nationaux n'en parlent pas. Et puis, par moments, ils décident de mettre la focale dessus. Il n'y a plus alors qu'à puiser dans le réservoir presque infini des faits divers et les mettre bout à bout pour donner l'illusion d'une tendance de la société.

Si l'on prétend être sérieux, il faut sortir

de ces faits divers et aller se plonger dans les résultats des enquêtes de victimation et dans les analyses statistiques. On dispose désormais de plusieurs décennies de recul pour ces enquêtes. Et lorsqu'on en fait l'analyse, on constate d'abord que les agressions physiques sérieuses (avec conséquences médicales) sont stables (avec une légère augmentation en 2020 sur les violences intrafamiliales, en liaison avec les confinements). Les agressions sexuelles sont de plus en plus déclarées parce que la parole se libère mais elles

calmer la colère des forces de police, l'inquiétude des citoyens et montrer qu'il est capable de maîtriser la situation ?

« Je n'en sais rien. Je ne fais pas de politique. Je constate simplement les rhétoriques politiques et les rhétoriques des syndicats de police qui, de toutes façons, vous diront toujours que ça va de plus en plus mal, que les gens sont de plus en plus violents avec eux, etc. J'entends ça depuis plus de 20 ans que je fais mon métier. »

Héros au moment des attentats de 2015, les policiers sont mal aimés aujourd'hui. Ce changement provient-il des fractures de la société ou de l'échec des politiques menées ?

« Si l'on cherche des tendances, il ne faut pas en rester à une approche purement événementielle. L'émotion post-attentat 2015 était très contextuelle. Il serait déjà plus intéressant d'enquêter vraiment sur les conséquences de la crise des gilets jaunes et de la crise sanitaire actuelle. La société française est en tension, incontestablement, et les forces de police ont fait à chaque fois le sale boulot qu'on leur a confié (mâter les gilets jaunes et verbaliser les gens qui ne respectaient pas les obligations parfois absurdes ou invivables des confinements). Cela a certainement laissé des traces et provoqué un surcroît de tensions, surtout dans les quartiers populaires. Pour le reste, les sondages d'opinion n'enregistrent pas de changement spectaculaire dans l'image des forces de l'ordre dans la population. »

Pour améliorer les relations entre les jeunes et les forces de l'ordre, faut-il intensifier les effectifs de la police de proximité, multiplier le nombre des médiateurs ?

« La proximité est la clé, on le sait depuis toujours. Selon que vous parlez à quel-
qu'un que vous connaissez et que vous voyez très souvent ou bien à un inconnu, la relation n'est pas du tout la même. Par ailleurs, la proximité se pratique à pied (ou à vélo), pas en voiture. Il est assez difficile de venir parler à un policier de ses petits problèmes quotidiens quand on le voit simplement passer en voiture. Le problème est ancien. En réalité, la Police nationale n'a jamais fait la réforme de proximité qui est attendue d'elle depuis le rapport Peyrefitte de 1976. Au

contraire, plusieurs évolutions internes n'ont cessé de l'éloigner du contact ordinaire et quotidien avec la population sur la voie publique. A partir de là, on peut faire tous les jolis discours que l'on veut

mais sur le terrain, il n'y a pas de proximité. En théorie, il y avait là un boulevard pour les polices municipales mais, hélas, nombre d'entre elles font le contraire, elles imitent la nationale, s'enferment dans leurs voitures et cherchent à faire de "belles affaires" au lieu de s'occuper des petites incivilités de la vie quotidienne. Restent effectivement les médiateurs, à condition toutefois qu'ils soient vraiment professionnalisés dans leur métier et pas employés comme des policiers municipaux au rabais ou juste des "grands frères". »

Deux semaines après la publication d'une tribune de hauts gradés, Valeurs actuelles récidive avec un texte émanant de militaires en activité ouvert aux signataires des citoyens où il est question de

« survie de notre pays ». Certains sont-ils de train de jouer avec le feu ?

« On dirait bien, en effet, et on en revient aux arrières-pensées électorales des uns et des autres. Il ne me semble pas que *Valeurs actuelles* soit un média neutre... Il est normal que les différentes idéologies et visions du monde s'expriment et que les différents lobbies défendent leurs intérêts. Mais n'en soyons pas dupes. »

Que faut-il faire pour que la République redevienne un bloc ? En finir avec la démission de l'État devant certaines dérives ? Crever l'abcès du communautarisme et du séparatisme ? Inculquer dès l'école le respect des valeurs et des principes de la République ? Prendre la mesure de la situation avec raison, fermeté et efficacité ?

« Le "communautarisme" ou le "séparatisme" sont comme "l'insécurité" : ce sont des diversions qui permettent à ceux qui les font de se poser en sauveurs d'une France menacée. C'est de la politique dans le plus mauvais sens du terme. Ce qui divise réellement la société française, c'est d'abord le creusement des inégalités. Or la crise sanitaire les a encore accrues. Ce n'est pas un hasard si, pour autant que j'ai pu le voir, la plupart des faits divers évoqués ces dernières semaines sont localisés autour de quartiers populaires. En ce début de XXI^e siècle, la réalité est que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Certains télétravaillent tranquillement quand d'autres ne

survivent temporairement que grâce aux allocations chômage et ils tournent en rond dans leurs petits appartements. Certains adolescents travaillent en ligne, avec leur ordinateur portable connecté et avec l'aide de leurs parents, quand d'autres ne

bénéficient pas de ce confort, de cette intégration technologique et de ce soutien parental. Ensuite, il y a un problème majeur de défiance d'une large partie de la population à l'égard des élites dominantes, qu'il s'agisse des élites politiques, économiques ou intellectuelles. Il faut rappeler que, dans les enquêtes d'opinion, la majorité des Français interrogés déclarent ne pas faire confiance aux élus...

ni aux journalistes d'ailleurs. En outre, il y a en France un sérieux problème de dégradation de beaucoup de services publics. Nous le voyons bien avec l'hôpital depuis le début de la crise actuelle. Voilà de vraies questions mais qui sont aussi très difficiles et profondes. Plutôt que de s'y attaquer courageusement, la plupart des politiciens préfèrent créer des épouvantails et focaliser l'attention des médias dessus. Encore une fois, cela s'appelle faire diversion. »

Même la mort d'un policier abattu par un trafiquant en Avignon et l'exaspération qu'elle provoque chez beaucoup de citoyens ne vous inquiète pas ?

« Chaque mort est un drame, évidemment. Mais la question posée ici est celle des tendances d'évolution globale de la société. Et pour cela, il faut à nouveau regarder les données statistiques. Dans la période actuelle, une vingtaine de policiers et de gendarmes sont tués en France chaque année dans l'exercice de leur fonction, sur un effectif de près de 250 000 personnes. En 2020, ils ont été onze exacte-

ment, selon le ministère de l'Intérieur. Il n'y a donc aucune augmentation. Par ailleurs, on n'a pas vu un tel déchaînement politique et médiatique les fois précédentes. Tout ceci m'apparaît donc très hypocrite. Cette mort du policier en Avignon est instrumentalisée comme le sont d'autres faits divers. Les chaînes de télévision raffolent de ce spectacle fort en émotion et prennent un plaisir malsain à annoncer des catastrophes. Les politiciens jouent au grand concours

de la plus forte expression d'indignation pour se faire bien voir de leurs éventuels électeurs. Tout ceci n'est ni sérieux ni moral. »

Propos recueillis par Pierre Taribo

« CE QUI DIVISE RÉELLEMENT LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, C'EST D'ABORD LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS. »

« LA POLICE NATIONALE N'A JAMAIS FAIT LA RÉFORME DE PROXIMITÉ QUI EST ATTENDUE D'ELLE DEPUIS LE RAPPORT PEYREFITTE EN 1976. »

« LES POLITICIENS JOUENT AU GRAND CONCOURS DE LA PLUS FORTE EXPRESSION D'INDIGNATION POUR SE FAIRE BIEN VOIR DE LEURS ÉVENTUELS ÉLECTEURS. »

« NOUS ASSISTONS À UNE NOUVELLE FLAMBÉE D'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE ET MÉDIATIQUE DU THÈME DE L'INSÉCURITÉ. »

n'augmentent pas dans la réalité. Quant aux atteintes aux biens, les enquêtes de l'Insee indiquent une baisse tendancielle des vols personnels, une stabilité globale des vols avec violence et des cambriolages. Bref, il n'y a rien là-dedans qui confirme les grands discours que les commentateurs viennent généralement plaquer sur les faits divers. Ce qui augmente régulièrement, ce sont les escroqueries sur Internet et certaines formes juvéniles de harcèlement liées à la généralisation des réseaux sociaux. Mais cela n'intéresse pas nos politiques ni nos éditorialistes apparemment. »

Comment Emmanuel Macron, qui a fait de la sécurité une priorité en vue de la prochaine présidentielle alors qu'il semble défaillant sur le régalién, peut-il